

Les crédits

[Français]

M. Langlois: Madame la Présidente, j'aimerais, après avoir écouté attentivement le discours du député de Saanich—Les Îles-du-Golfe (M^{me} Hunter), lui faire remarquer, et elle le sait très bien, qu'il est de juridiction provinciale d'émettre les permis d'aquaculture, c'est une responsabilité provinciale, et j'aimerais le lui rappeler. J'aimerais aussi lui rappeler, concernant la situation des filets dérivants, que le Canada a entrepris des discussions actives, des négociations intenses avec différents pays de l'Asie qui pratiquent ce type de pêche—là dans le Pacifique, et jusqu'à maintenant, les résultats de ces discussions montrent des signes encourageants, et nous avons confiance de faire des progrès importants concernant la situation désastreuse, je l'admets avec elle, des filets dérivants dans le nord du Pacifique. J'aimerais lui poser une question: Comment peut-elle expliquer et affirmer que la gestion des pêches est mauvaise quand du côté de l'Atlantique, entre 1983 et 1988, les débarquements ont augmenté, les valeurs des débarquements ont augmenté et les valeurs des produits de la pêche transformés ont augmenté?

[Traduction]

Mme Hunter: Madame la Présidente, je ne crois pas que le prétexte des vieux règlements provinciaux nous mènera bien loin. Il n'excuse pas le gouvernement d'avoir renoncé à ses responsabilités. Il s'agit des deniers publics dont on entend se servir pour mettre en valeur une ressource pour laquelle on annonce ensuite qu'on ne peut rien faire sous prétexte que la question est du ressort provincial.

C'est là un très vieux truc qui ne prend plus. Il n'existe qu'une seule poche dans laquelle le percepteur peut puiser, et c'est la poche du contribuable canadien.

[Français]

La présidente suppléante (Mme Champagne): Comme il est 17 h 45, il est de mon devoir conformément aux ordres adoptés le mardi 4 avril et le mardi 27 juin 1989 d'interrompre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ toute question nécessaire à l'expédition du Budget des dépenses principal, de l'adoption à toutes les étapes du projet de loi s'y rattachant.

* * *

[Traduction]

LES CRÉDITS

AGRÈMENT DU CRÉDIT 1—MINISTÈRE DE
L'AGRICULTURE

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor) propose:

—Que le crédit 1 au montant de 57 154 000 \$ du ministère de l'Agriculture—Programme de gestion et d'administration—Dépenses du programme, Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1990, soit agréé.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

La présidente suppléante (Mme Champagne): À mon avis, les oui l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

La présidente suppléante (Mme Champagne): Convoquez les députés.

(La motion de M. de Cotret, mise aux voix, est adoptée.)

(Vote No 72)

POUR

Députés

Anderson	Atkinson
Belsher	Bernier
Bertrand	Bird
Blackburn (Jonquière)	Blais
Bosley	Bouchard (Roberval)
Bouchard (Lac-Saint-Jean)	Bourgault
Brightwell	Browes
Cadioux	Campbell (Vancouver—Centre)
Cardiff	Casey
Chadwick	Champagne (Champlain)
Charest	Chartrand
Clark (Brandon—Souris)	Clifford
Collins	Cooper
Corbeil	Corbett
Crosby (Halifax—Ouest)	Darling
DeBlois	de Cotret
Della Noce	Desjardins
Dobbie	Domm
Duplessis	Edwards
Epp	Fee
Feltham	Fontaine
Fretz	Friesen
Gérin	Gibeau
Gray (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine)	Guilbault
Gustafson	Halliday
Harvey (Chicoutimi)	Hawkes
Hicks	Hockin
Holtmann	Horner
Horning	Jacques
James	Jelinek
Kemping	Kilgour (Edmonton—Sud—Est)
Koury	Landry
Langlois	Larivée
Layton	Leblanc (Longueuil)
Lewis	Littlechild
Loiselle	Lopez